

TOURNANT OU RAPPEL DOCTRINAL?

«Le fascisme italien - le seul que nous puissions juger avec le recul nécessaire - a bien pu être au début, dans la pensée des industriels qui l'ont subventionné, un simple moyen de défense du capitalisme. Il est aujourd'hui et il a probablement toujours été dans la pensée de son chef quelque chose de très différent. Imaginez, disais-je, qu'un habitant de la planète Mars tombe par miracle sur cette terre. Il trouverait dans la France radical-socialiste des capitalistes pratiquement libres de frauder le fisc à toute heure, de fonder ou d'arrêter des usines à leur guise, de réduire les salaires de leurs ouvriers, de refuser en temps de crise leur collaboration au gouvernement. Il verrait au contraire, dans l'Italie fasciste, d'autres capitalistes obligés de faire approuver leurs projets par des représentants de l'intérêt public, de soumettre les différends sur les salaires à un arbitrage qui s'exerce généralement en faveur des ouvriers, d'accepter de temps à autre des réductions de leurs profits, et d'expier leurs fraudes par la déportation. Le contraste est frappant. Et dans ces conditions, il paraît singulier de donner comme support à une action politique de gauche en France l'anti-fascisme».

Fabre-Luce - Pamphlet n°45 - 2 février 1934

Cette apologie du fascisme, qui date de 1934, mérite, assurément, d'être rapprochée de certaines élucubrations de nos néo-syndicalistes sur les bienfaits de la planification démocratique ou non.

Ainsi, un peu plus de 30 ans après l'expérience du néo-socialisme, 25 ans après l'effondrement du fascisme italien et du national-socialisme allemand, nous sommes de nouveau à la croisée des chemins.

Le régime capitaliste, pour se survivre, nous offre comme seule alternative: le fascisme.

Il faut se rappeler, qu'en 1934, la lutte anti-fasciste a reposé essentiellement sur la classe ouvrière et ses organisations spécifiques.

Il est, décidément, difficile de tricher avec les dures réalités de la lutte des classes.

La façon, dont la «grande démocratie» américaine prétend régler le conflit des transports de la ville de New-York nous en offre un exemple supplémentaire.

On verra plus loin, par un exemple local (1) qu'à New-York ou à Nantes, les rapports de classe sont de même nature.

Déjà, lors du dernier congrès confédéral, nous avons noté le parallélisme existant entre les thèses de nos «modernistes» et les théories fascistes.

D'excellents camarades avalent crié à l'exagération.

C'est que nous n'avons conservé du fascisme que l'image atroce mais insuffisante des moyens qu'il a mis en oeuvre pour imposer sa politique.

L'huile de ricin et les camps de concentration ne doivent pas nous faire oublier l'essentiel.

Le fascisme se présentait comme le seul moyen de «surmonter» les antagonismes de classes.

(1) Voir «Qui est M. LEMER?» (Article suivant celui-ci).

S'il est exact que l'histoire ne se répète jamais tout à fait de la même façon, il est non moins exact que les mêmes causes finissent toujours par produire les mêmes effets.

Certains contempteurs de la lutte de classes feraient bien de s'en souvenir.

Qui veut détruire (même par auto-destruction) les organisations politiques ou syndicales de la classe ouvrière et empêcher leur renaissance devra nécessairement recourir à des moyens répressifs.

Les chemises noires et les chemises brunes ont précédé en Italie et en Allemagne l'instauration du fascisme c'est-à-dire d'un régime corporatiste dans lequel, au nom de l'intérêt national, la classe ouvrière devait renoncer à ses organisations spécifiques et s'intégrer dans des organisations ayant vocation de défendre un prétendu intérêt général.

Il est faux de prétendre réduire les mercenaires de Hitler et de Mussolini à je ne sais quelles brutes sadiques.

Ils étaient l'instrument indispensable d'une politique qui prétend empêcher le libre jeu des rapports de classes.

Dans l'hypothèse où leur intervention ne serait pas nécessaire pour instaurer un corporatisme même rajeuni, elle deviendrait inéluctable dès lors qu'il s'agirait d'assurer la pérennité d'un tel régime.

Notre prochain congrès fédéral a inscrit à son ordre du jour le problème de «la place du syndicalisme dans la société».

Certains se délectent déjà et parlent de «tournant doctrinal».

Il faut qu'on se rassure. Les militants ouvriers de la C.G.T.F.O. procéderont, parce que cela est nécessaire, à une confrontation et à un rappel doctrinal.

On peut déjà être assuré qu'ils ne laisseront à personne le droit de se prévaloir abusivement d'une tradition qui leur appartient en propre.

Syndicalistes révolutionnaires ou réformistes, nous appartenons à cette tradition et nous en sommes fiers!

Les néos appartiennent à une autre tradition. Aucune confusion ne peut être possible.

Il ne suffit pas de pourfendre le libéralisme économique pour pouvoir prétendre à un brevet de socialisme. A moins évidemment qu'il ne s'agisse de socialisme «national» ou «moderne» auquel cas les choses redeviennent parfaitement claires.

De toutes façons, nous nous emploierons, textes à l'appui, à faire en sorte qu'aucune confusion ne soit effectivement possible.

A la suite de quoi, chacun pourra, dans la clarté, choisir sa voie.

Quant à nous, faut-il le rappeler, nous avons choisi, une fois pour toutes, d'être des militants ouvriers et de le rester ... Quoiqu'il advienne!

Alexandre HÉBERT.
